



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 477 – 3 février 2023

Zoom sur l'Indice de perception de la corruption 2022, publié par Transparency international

Chaque année, l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency international classe 180 pays et territoires selon les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et de personnalités d'affaires. L'indice utilise une échelle allant de 0 à 100, où 0 correspond à un niveau de corruption élevé.

La moyenne mondiale de l'IPC stagne à 43 depuis 2012

Dans [l'édition 2022](#) publiée le 31 janvier dernier, Transparency international **s'alarme du fait que 95% des pays n'ont fait que de faibles**, voire inexistantes (69% des pays), progrès en termes de lutte contre la corruption depuis 2017. En effet, de nombreux pays font face à des conflits et à de la corruption, deux phénomènes qui s'alimentent entre eux selon le rapport, ce qui menace une paix durable. Ainsi, **comme l'an dernier, plus des deux tiers des pays (122 au total, soit 68%) obtiennent un score inférieur à 50 et le score moyen s'établit à 43/100 pour la 11^{ème} année consécutive.**

En comparaison à 2012, on note que 25 pays ont enregistré une hausse de leur score, avec en tête les Seychelles (+18 points à 70). A l'inverse, 31 pays ont enregistré une baisse de leur score, parmi lesquels des économies avancées comme l'Australie (-10 points à 75) et le Canada (-10 points à 74).

L'Afrique subsaharienne demeure la région où le niveau de perception de la corruption est le plus élevé

Avec une moyenne de 32 (soit -1 point par rapport à l'année précédente), **l'Afrique subsaharienne est** la région dont le score est le plus faible : parmi les 49 pays évalués, 44 disposent d'un score inférieur à 50. Ainsi, la Somalie (12/100) arrive en queue du classement mondial tandis que les Seychelles (70/100) obtiennent le score le plus élevé en Afrique subsaharienne et la 23^{ème} place au classement mondial. Selon le rapport, en plus des différents chocs mondiaux, la multiplication des défis sécuritaires dans les pays de la région (coups militaires, expansion des attaques terroristes, hausse de la criminalité) accentue les difficultés des Etats à lutter contre la corruption. De même, l'insuffisance des ressources des gouvernements pour lutter contre le phénomène et les lacunes structurelles des systèmes judiciaires nationaux entravent les efforts de la région.

LE CHIFFRE À RETENIR

35

Le score moyen (sur 100) de l'Indice de perception de la corruption en l'Afrique de l'ouest

📍 L'Afrique de l'Ouest a connu des évolutions contrastées

En Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert (60/100, 35^{ème} place mondiale) est le seul pays dont le score est supérieur à 50 tandis que la Guinée-Bissau ferme la marche (21/100 ; 164^{ème}). Les scores des autres pays de la sous-région, qui demeurent bas, ont connu des évolutions irrégulières et contrastées.

Par rapport à 2021, la Mauritanie (+2 points) et le Cap-Vert (+2) ont enregistré les plus importantes hausses tandis que la Libéria (-3) et la Gambie (-3) ont affiché les plus fortes baisses.

Toutefois, la lecture change si la comparaison se fait par rapport à 2012. En effet, 7 pays ont vu leur score diminuer, avec en premier le Libéria (-15), puis le Mali (-6) et la Guinée-Bissau (-4), alors que 6 pays ont progressé, avec en tête la Côte d'Ivoire (+8 points), le Sénégal (+7) et le Bénin (+7).

Evolution du score l'IPC des pays d'Afrique de l'ouest

Pays	2022		Evolution du score	
	Rang (/180)	Score (/100)	2021-2022	2012-2021
Cap-Vert	35	60	+2	0
Sénégal	72	43	0	+7
Ghana	72	43	0	-2
Bénin	72	43	+1	+7
Burkina Faso	77	42	0	+4
Côte d'Ivoire	99	37	+1	+8
Gambie	110	34	-3	0
Sierra Leone	110	34	0	+3
Niger	123	32	+1	-1
Mauritanie	130	30	+2	-1
Togo	130	30	0	0
Mali	137	28	-1	-6
Libéria	142	26	-3	-15
Guinée	147	25	0	+1
Nigéria	150	24	0	-3
Guinée-Bissau	164	21	0	-4
Moyenne	-	35	-	-

Source : Transparency International

📍 Régional

Sommet Dakar 2 : 30 Mds USD annoncé pour stimuler la production alimentaire en Afrique

Tenu du 25 au 27 janvier 2023 à Dakar, le sommet "Dakar 2 – Nourrir l'Afrique", coorganisé par la Banque africaine de développement (BAfD), a été ouvert par le Président de la République du Sénégal et Président en exercice de l'Union africaine. L'évènement a réuni plusieurs pays (avec une trentaine de Chefs d'Etat et de gouvernement présents), le secteur privé, des organisations multilatérales, des ONG et des scientifiques. Une quarantaine de pays africains ont présenté leurs "pactes nationaux pour l'agriculture et l'alimentation", constituant le cadre stratégique pour atteindre l'objectif de souveraineté alimentaire. Au cours de ce

sommet, les principaux partenaires au développement ont annoncé des intentions de financement à hauteur de 30 Mds USD afin de soutenir la transformation du secteur agricole en Afrique. Particulièrement, la BAfD a annoncé une contribution à hauteur de 10 Mds USD sur 5 ans tandis que la Banque islamique de développement (BID) contribuera à hauteur de 5 Mds USD. Par ailleurs, les participants au Sommet ont adopté la déclaration de Dakar, qui souligne entre autres que : (i) la Commission de l'Union africaine et la BAfD s'assureront du suivi et de la finalisation du soutien financier annoncé lors du Sommet ; (ii) les différents gouvernements s'engagent à accroître les financements des budgets nationaux pour soutenir l'agriculture, de manière à octroyer au moins 10% des dépenses publiques au secteur, en lien avec la Déclaration de Malabo.

La BafD accorde 50 M EUR et 50 M USD à la BIDC

Le 24 janvier 2023, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) la mise en place d'une ligne de crédit à double monnaie (50 M USD et 50 M EUR) en faveur de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). D'une durée de trois ans et demi, cette ligne de crédit sera (i) utilisée pour financer directement des entreprises locales et (ii) mise à disposition de banques locales sélectionnées pour l'octroi de prêts à des secteurs clés tels que l'agriculture, le transport ou les infrastructures. Par ailleurs, ces fonds viseront particulièrement les Petites et moyennes entreprises (PME), les coopératives d'entreprises locales et les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest. Enfin, un cofinancement supplémentaire de 30 M USD devrait provenir du Fonds "Africa Growing Together", une facilité parrainée par la Banque populaire de Chine.

🇸🇵 Bénin

La SEMMARIS, partenaire technique pour l'opérationnalisation de l'Agence nationale de Gestion des Marchés

Le nouveau schéma de gestion des marchés nationaux, urbains et communaux élaboré par le gouvernement prévoit que la gestion de l'ensemble de ces marchés soit confiée à une agence nationale unique, l'Agence nationale de gestion des marchés (ANAGEM), qui vient d'être créée à cet effet. Lors du Conseil des Ministres du 1^{er} février 2023, le gouvernement [a annoncé](#) que le processus d'opérationnalisation de cette nouvelle agence nationale bénéficiera d'une assistance technique de la société française SEMMARIS, qui assure la gestion du Marché International de Rungis depuis sa création il y a plus de 50 ans. Ce choix se justifie notamment par l'expertise et le savoir-faire de cette société.

🇸🇵 Burkina Faso

Vers la mise en place d'un nouveau schéma d'approvisionnement en hydrocarbures

Le 11 janvier 2023, le gouvernement [a adopté](#) une communication relative à la soutenabilité du schéma d'approvisionnement du pays en hydrocarbures. La Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) assure l'exclusivité des importations et du stockage d'hydrocarbures, le transport et la distribution étant assurés par des entreprises privées. En raison de la conséquente hausse des prix du baril en 2022 et du mécanisme de subvention à la pompe mis en place par le gouvernement, la SONABHY fait face à de fortes tensions de trésorerie. Ainsi, au 30 novembre 2022, l'Etat doit à la société près de 489,7 Mds FCFA (746,5 M EUR), contraignant cette dernière à s'endetter auprès d'institutions financières locales et internationales. A fin décembre 2022, les factures fournisseurs en souffrance étaient estimées à 149,8 Mds FCFA (228,4 M EUR). En conséquence, le Conseil a instruit les ministres chargés du dossier de proposer un schéma d'approvisionnement en vue de sécuriser les approvisionnements du pays en hydrocarbures.

🇸🇵 Cap-Vert

Le déficit de la balance commerciale se creuse de 27,5% en 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INE), les exportations du Cap-Vert [ont diminué](#) de 3% en 2022 pour s'établir à 5 Mds CVE (45,5 M EUR) tandis que les importations ont progressé de 25,5% pour s'établir à 96,1 Mds CVE (871,1 M EUR). En conséquence, le déficit commercial pour l'année 2022 s'est creusé de 27,5% par rapport à 2021 pour s'établir à 91 Mds CVE (825,6 M EUR). Les principaux produits exportés en 2022 ont été les préparations et conserves (70% du total des ventes) et les vêtements (10,7%) tandis que les principaux produits importés ont été les

combustibles (19,2% des achats) et les réacteurs et chaudières (5,2%). Enfin, les principaux clients du pays ont été l'Espagne (54,7% des ventes), le Portugal (19,3%) et l'Italie (18,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été le Portugal (42,7% des achats), l'Espagne (8,6%) et les Emirats Arabes Unis (5,2%).

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Plus de 1 Md EUR de subventions énergétiques depuis le 1^{er} trimestre 2022

A l'issue du Conseil des Ministres du 1^{er} février 2023, le Porte-parole du gouvernement [a déclaré](#) que la subvention apportée par l'Etat au secteur pétrolier **s'établit à plus de 700 Mds FCFA** (1,1 Md EUR) depuis le 1^{er} trimestre 2022. Cette annonce intervient suite à la hausse de 5,2% du prix de l'essence super à 815 FCFA (1,24 EUR) le litre depuis le 1^{er} février 2023 tandis que le prix du gasoil reste inchangé. En outre, le gouvernement a mis en avant sa volonté d'assurer la continuité de la fourniture de produits pétroliers.

Légère baisse de la production de cacao et belle performance de la production de café entre janvier et septembre 2022

Entre janvier et septembre 2022, la production de cacao [s'est établie](#) à 1,1 M tonnes, soit une baisse de 4,6% en glissement annuel (g.a) selon une communication du Conseil des ministres. Sur la même période 2022, les exportations de cacao se sont élevées à 1,4 M tonnes et le revenu brut cumulé des producteurs de cacao à 935 Mds FCFA (1,4 Md EUR). Quant au café, la production sur la même période **s'est établie** à 92 259 tonnes, soit une augmentation de 94,7% en g.a, en lien avec les bonnes conditions climatiques et agronomiques. En outre, les exportations de café se sont chiffrées à 62 854 tonnes et le revenu brut cumulé des producteurs à 64,8 Mds FCFA (98,8 M EUR).

230 M EUR pour lutter contre la tuberculose, le paludisme et le sida

Lors d'une conférence presse le 30 janvier 2023, le gouvernement [a annoncé](#) l'obtention d'un financement de 230 M EUR de la part du Fonds mondial pour la période 2024-2026 dans le cadre de la lutte contre la tuberculose, le paludisme et le sida ainsi que le renforcement de la résilience du système de santé. Dans le détail, plus de 82 M EUR bénéficieront à la lutte contre le sida, près de 17 M EUR pour la tuberculose et 131 M EUR seront dédiés à la lutte contre le paludisme.

🇮🇳 Guinée

Signature d'accords avec la France pour la construction d'hôpitaux régionaux et le déploiement de la TNT

Le 31 janvier 2023, le gouvernement guinéen et la France [ont signé](#) des accords de financement de 25 M EUR et 35 M EUR pour aider respectivement au déploiement de la TNT et à la construction de **deux hôpitaux régionaux**. D'une part, ces prêts du Trésor public français permettront aux populations rurales des régions de Kindia et de Labé d'accéder à de meilleurs services de soins de proximité. D'autre part, ils viseront : (i) à moderniser les équipements de radio et de télévision ; (ii) à disposer de studios de productions régionaux et mobiles et (iii) à **améliorer la qualité de l'image** en haute définition.

Reprise prochaine des travaux pour l'exploitation du minerai de Simandou

A la suite d'une visite de travail effectuée en Chine, le gouvernement guinéen a récemment [annoncé](#) le redémarrage des travaux de **construction du projet d'exploitation du minerai de fer** dans le Simandou en mars 2023. L'exploitation du site de Simandou implique notamment le chinois Winning Consortium Simandou et l'anglo-australien Rio Tinto qui avaient dû suspendre leurs activités autour du grand gisement de minerai de fer en juillet 2022,

suite à une ordonnance du gouvernement. En effet, selon ce dernier, les entreprises auraient été trop lentes dans la mise en place des modalités de mutualisation de leurs efforts prévues par l'accord-cadre signé en mars 2022. En outre, le gisement se situant dans une zone enclavée, ces entreprises devront mutualiser leurs investissements pour la construction des infrastructures liées au transport et à l'exploitation du fer. Selon les estimations, le projet du Simandou pourrait livrer jusqu'à 100 M de tonnes de minerai de fer par an et il en abrite 4 Mds de tonnes. Enfin, l'entrée en production pourrait s'effectuer en 2025.

Guinée-Bissau

Approbation par le FMI d'un programme FEC de 38,4 M USD

Le 30 janvier 2023, le conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la mise en place d'un programme de 36 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour un montant de 28,4 M DTS (100% de la quote-part), soit 38,4 M USD, dont 3,2 M USD décaissables immédiatement. Ce programme s'articule autour de 3 axes : (i) l'amélioration du cadre budgétaire à moyen-terme pour maîtriser l'endettement et assurer la viabilité de la dette ; (ii) le renforcement des systèmes d'éducation et de santé, la promotion de l'inclusion ainsi que la réduction de la pauvreté ; et (iii) l'amélioration de la gouvernance, de la transparence et la lutte contre la corruption. Selon le FMI, la croissance aurait atteint 3,5% en 2022, tandis que l'inflation s'est élevée à 7,8% en moyenne annuelle.

Mauritanie

Les recettes douanières atteignent 765 M EUR en 2022

Le 26 janvier 2023, en marge de la journée internationale de la douane, le Ministre des Finances [a déclaré](#) que les recettes douanières s'étaient établies à 30,1 Mds MRU (765 M EUR) en 2022, soit une augmentation annuelle de 25%.

Cette performance est en lien avec la numérisation progressive des services douaniers (litiges, exonération, données de chargement...). Selon le Ministre, elle doit s'accompagner d'une amélioration de la formation du personnel douanier, et des moyens techniques mis à sa disposition.

Niger

Signature d'accords de financement avec la BOAD de 138 M EUR

Le 31 janvier 2023, le Ministre des Finances et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [ont signé](#) 5 accords de prêts pour un montant total de 114 M EUR, ainsi qu'un accord de don de 24,2 M EUR. Dans le détail, les accords de prêts concernent : (i) le financement partiel du projet d'aménagement et de bitumage de la route Hamdara-Wacha-Dungass-frontière du Nigeria sur un linéaire de 110 km, à hauteur de 33,2 M EUR ; (ii) le financement du projet d'aménagement de voies urbaines dans la ville de Niamey et la réhabilitation du tronçon Niamey-Nyala, à hauteur de 38,2 M EUR ; (iii) le cofinancement du projet d'aménagement hydro agricole avec des pratiques d'agriculture intelligente résiliente au changement climatique (PAHA-AIC), à hauteur de 10,7 M EUR ; (iv) la relance des activités d'ASUSU S.A, acteur de finance inclusive, à hauteur de 15,2 M EUR ; (v) le financement partiel du projet d'alimentation en eau potable en milieu rural de 4 régions du Niger, à hauteur de 16,8 M EUR. Enfin, l'accord de don permettra à la BOAD de mettre à disposition de l'Etat du Niger 24,2 M EUR de ressources mobilisées auprès du Fonds Vert pour le Climat pour soutenir le PAHA-AIC.

Signature de l'accord portant sur la construction de la voie ferroviaire Kano-Maradi

Le 25 janvier 2023, les Ministres des transports du Niger et du Nigeria [ont signé](#) un accord portant sur la construction d'une voie ferroviaire, qui reliera Kano, au nord du Nigeria, à Maradi, centre

économique du Niger, en passant par deux autres villes importantes du Nigeria, Jibia et Katsina. Le projet, d'un coût estimé à 2 Mds USD, devrait permettre de faciliter le commerce entre les différents pays, y compris le transport de marchandises depuis le port de Lagos.

🇸🇳 Sénégal

Signature du contrat d'exploitation et de maintenance du TER de Dakar entre le Sénégal et la SETER, filiale de la SNCF

Le 17 janvier 2023, l'Etat du Sénégal, via la Société nationale de gestion du patrimoine du train express régional (SENER), [a confié](#) l'exploitation et la maintenance du TER de Dakar à la Société d'exploitation du TER (SETER), filiale de la SNCF. Le contrat, d'une durée de 3 ans, s'inscrit dans la continuité du travail engagé depuis 2018 entre l'Etat du Sénégal et la SNCF. D'après le communiqué, il est également prévu que la SENNER entre au capital de la SETER à hauteur de 34%, ce qui devrait concrétiser la solidité de la relation et de la confiance mutuelle entre les cheminots sénégalais et français. La création de la SETER Académie fin 2022 va également permettre de poursuivre et d'accélérer le transfert de compétences, favorisant ainsi le développement de l'expertise locale.

400 M EUR de l'ITFC pour financer le plan annuel de coopération 2023

Le 30 janvier 2023, la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) et l'Etat du Sénégal [ont signé](#) deux accords en appui à plusieurs secteurs économiques du pays. Le premier porte sur la mise en œuvre du Plan annuel 2023 d'un montant de 400 M EUR, dans le cadre de l'accord-cadre quinquennal révisé de 1,5 Md US signé en 2021 pour inclure de nouveaux secteurs prioritaires, tels que l'agriculture, l'énergie et la santé, en plus de soutenir le secteur privé. Le second accord est relatif au programme pays des Ponts Commerciaux arabo-africains (AATB) sur la période 2023-2024 et qui vise à promouvoir le commerce entre le Sénégal et les

autres pays africains, mais également avec la région arabe dans divers secteurs tels que l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et le E-commerce. Depuis sa création, l'ITFC a approuvé un financement total de plus de 842 Mds FCFA (près de 1,3 Md EUR) au profit du Sénégal.

2,7 Mds USD de la BID sur la période 2023-2027

Le gouvernement et le groupe de la Banque islamique de développement (BID) [ont signé](#) un protocole d'accord portant sur un nouvel engagement de 2,7 Mds USD pour la période 2023-2027, dans le cadre de la nouvelle stratégie de la BID avec le Sénégal. La convention, signée le 27 janvier 2023 en marge du Sommet Dakar 2, vise à soutenir les priorités du gouvernement sénégalais à savoir renforcer la sécurité alimentaire, l'amélioration des infrastructures de soutien au secteur agricole ou encore faciliter l'accès au financement et la création d'emplois. D'après la Ministre sénégalaise de l'Economie, du Plan et de la Coopération, avec un cumul de financements de près de 4,8 Mds USD, le Sénégal est le premier pays partenaire du Groupe de la BID en Afrique subsaharienne.

🇸🇳 Sierra Leone

Don de 3,2 M USD de l'USAID pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Dans un communiqué du 30 janvier 2023, le Programme alimentaire mondial [a annoncé](#) la réception d'une contribution de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) à hauteur de 3,2 M USD. Ce financement permettra de fournir une aide alimentaire d'urgence et un soutien au développement agricole à 68 000 personnes dans le pays. Les activités prévues comprennent : (i) des transferts d'argent qui seront émis à destination de 40 000 habitants des districts de Port Loko, Tonkolili et Pujehun ; (ii) l'octroi de financements à 30 écoles dans les districts de Kambia et de Pujehun afin d'acheter des denrées alimentaires directement

auprès des petits agriculteurs pour nourrir 6 400 enfants et (iii) la fourniture de matériels agricoles ainsi qu'une formation en gestion financière aux communautés de petits agriculteurs.

Togo

38 M EUR pour l'approvisionnement en eau potable en 2023

La loi de finances pour l'exercice 2023 prévoit un investissement public de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) pour les projets d'approvisionnement en eau potable, un montant en hausse de 8,6 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de l'objectif du gouvernement d'atteindre 85% de taux de desserte en eau potable en 2025 et 100% en 2030. En 2021, le taux de desserte s'est établi à 69,5% en zone rurale et à 60,3% en zone urbaine, selon les données du Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageois. Parmi les projets en cours, on peut noter le plan national de dotation en eau potable, lancé en février 2021, visant à installer environ 300 pompes hydrauliques dans le nord du pays (régions de la Kara et des Savanes). On peut également citer le plan directeur d'approvisionnement du grand Lomé, dont la mise en œuvre devrait débuter prochainement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr